

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Carrières-sous-Poissy

Lundi 29 mai 2017

## Quand Macron les siffle, ils accourent ?

*Mardi 23 mai, les directions syndicales ont défilé dans le bureau de Macron et s'apprêtent à recommencer lundi 28 dans celui du Premier ministre. Une simple invitation, et les voilà qui applaudissent au « dialogue social ». Pourtant, Macron compte toujours passer en force afin d'aller encore plus loin que la loi El Khomri et laisser le champ libre au patronat pour licencier, baisser les salaires et dégrader les conditions de travail.*

À la sortie, les responsables syndicaux ont les uns après les autres affiché leur satisfaction d'avoir trouvé un président « à l'écoute », fiers d'annoncer qu'ils espéraient bien que Macron allait assouplir son calendrier. Tiens donc ! Pourtant, si jamais Macron a écouté ses interlocuteurs, c'est bien tout ce qu'il a fait : une vidéo présentée sur TF1 le montre, à la sortie de ces entrevues, enregistré par un micro qui traînait, expliquer à un ministre : « *Je ne leur ai rien dit* »...

Macron s'est donc ouvertement payé la tête de ses interlocuteurs syndicaux qui peuvent bien se pousser du col pour faire croire qu'ils ont été entendus. L'important pour Macron était de constater que, quand il les sifflait, ils accourraient.

### Le mot d'ordre du gouvernement :

**« À l'attaque ! »**

La révérence des directions syndicales est d'autant plus malvenue que le gouvernement se prépare à une offensive menée tambour battant à coups d'ordonnances devant être ratifiées dès septembre.

Il s'agit principalement d'élargir à d'autres domaines ce que le jargon juridique appelle « l'inversion de la hiérarchie des normes » introduite par El Khomri à propos de la durée du travail, c'est-à-dire le fait de privilégier les accords d'entreprise par rapport aux accords de branche et au Code du travail.

En ligne de mire, d'abord les salaires et la majoration des heures supplémentaires, qui pourraient, avec un accord local, être inférieurs à ceux prévus dans les accords de branche. Cela signifierait la multiplication des chantages à la compétitivité et une plus grande mise en concurrence des salariés au sein des branches. Macron veut également s'en prendre aux retraites, avec une uniformisation par le bas. Il vise à réintroduire certaines dispositions supprimées de la loi Travail, comme le plafonnement des indemnités pour licenciement abusif. Il propose

encore qu'un patron puisse organiser un référendum dans l'entreprise pour faire passer un accord qui n'aurait la signature que de syndicats minoritaires – alors que la loi Travail limitait l'initiative du référendum aux syndicats. Enfin, il a déjà annoncé une augmentation de la CSG de 1,7 point pour compenser une suppression des cotisations chômage et maladie : une TVA sociale nouvelle mouture qui pèserait en particulier sur les retraités.

### ***Au-delà des élections : préparer la riposte***

Nous sommes donc doublement prévenus. Prévenus des attaques que le gouvernement concocte au nom du patronat. Prévenus aussi que nous ne pourrions pas compter sur les organisations syndicales qui ne se préparent manifestement pas à mettre en échec Macron et Gattaz.

Quel que soit le résultat des élections, nous serons face à un gouvernement de combat et il n'y aura pas de temps à perdre dans des négociations bidon.

Il est temps de regrouper les forces contre les projets du gouvernement, pour que chaque lutte devienne un point de rassemblement pour les autres. **Si le gouvernement se prépare dès à présent, c'est qu'il craint une réaction sociale d'ampleur. Préparons donc cette explosion sociale qu'il mérite et qu'il craint !**

**Dans les élections législatives, c'est cette perspective que porteront les candidats révolutionnaires : Pour faire entendre le programme de Philippe Poutou, les candidats du Nouveau parti anticapitaliste seront présents dans un certain nombre de circonscriptions, et le NPA appelle à voter pour les candidats de Lutte ouvrière dans les autres circonscriptions. En portant nos voix sur leurs candidatures, nous affirmerons au patronat que nous sommes prêts à relever la tête et à repousser les offensives à venir.**

**Ne comptons que sur nous-mêmes**

Début juin PSA veut entériner fissa la fermeture du site de La Garenne au cours d'un CHSCT, puis d'un CE. Avec comme corolaire d'expédier les collègues sur Poissy Pôle Tertiaire dès septembre 2018. Elle n'a que faire des conséquences, d'ailleurs elle s'est bien gardée de demander l'avis des salariés, sans surprise.

Sans attendre une improbable considération de sa part, ceux du CTLG lui feront comprendre qu'elle ne va pas pouvoir se jouer de nous tous comme des pions.

**Solidarité avec les travailleurs sous-traitants**

À GM&S, sous-traitant automobile à La Souterraine dans la Creuse, 279 travailleurs multiplient depuis 6 mois manifestations, barrages d'autoroute et sit-in devant des usines de Renault et PSA, leurs principaux donneurs d'ordre. La liquidation de l'entreprise est ajournée. Trois éventuels repreneurs se sont fait connaître.

Le 10 mai, Les GM&S ont détruit devant les caméras plusieurs de leurs machines et annoncé leur intention de faire sauter l'usine. Le 16 mai un rassemblement de soutien a regroupé près de 2 000 manifestants, dont des délégations de salariés de Renault et de PSA. Renault et PSA promettent d'augmenter les commandes pour faire monter les enchères, mais tous les salariés ne seraient pas repris.

Les GM&S n'entendent pas en rester là. Ils ont l'habitude de la lutte, puisqu'en quinze ans, ils ont déjà été mis quatre fois en situation de liquidation de l'entreprise par des « patrons voyous » qui font leur beurre sur les reprises d'entreprises.

**À Rennes, CDI et intérimaires font bloc contre PSA**

Au moment où la direction de PSA La Janais lance la 5008 à grands coups de séances obligatoires les samedis et jours fériés, nos collègues de Rennes débrayent. Samedi 13 et vendredi 19 mai, ils étaient plus d'une centaine (dont des intérimaires) à arrêter le travail pendant une heure.

Ils en ont marre des postes surchargés, des sous-effectifs, des moyens manquants, des heures sup, des changements d'horaires permanents au dernier moment, ils réclament l'embauche de centaines d'intérimaires qui travaillent sur le site.

À PSA Sevelnord il y a aussi eu des débrayages contre les sous-effectifs permanents. Si nous nous coordonnions sur tous les sites pour faire comme eux, la direction serait bien obligée de céder.

**Alt'à la précarité !**

Les parts de marché des sociétés de prestation comme Altran ou Alten, progressent proportionnellement à la précarité qui se développe chez leurs clients. + 10 % de croissance du marché

pour Altran prévue d'ici à 2020. Les hausses boursières sont en conséquences : + 38 % de valorisation boursière en un an pour Alten.

Avec un succès pareil les « clients » et donneurs d'ordre comme PSA prétendent qu'il n'y a pas de postes en CDI pour nos collègues prestas. Les sociétés de prestation disent qu'elles n'ont pas d'argent pour augmenter leurs salaires.

Un double mensonge qui justifie qu'on se batte autant contre PSA que contre les marchands de précarité à son service.

**L'exploitation du futur...**

PSA refait sa propagande industrielle et révèle son usine du futur dans une vidéo remise en ligne. Ferrage, montage, full-kitting, peinture, toutes les étapes sont décrites comme automatisées à l'aide de robots et de drones. On produit en flux tendu total au fur et à mesure des commandes des clients.

La place des salariés? Quelques ouvriers ultra-flexibles et ultra-polyvalents. Quand PSA automatise (et que ça fonctionne !), ce n'est jamais contre la pénibilité mais pour augmenter la productivité à nos dépens. Les robots ne font que diminuer le temps de travail, ce sont les patrons licencient !

**Leur société civile et la nôtre**

La « société civile » est un mot à la mode. Il faudrait entendre par là ceux qui prétendent ne pas faire de « politique ». Macron veut la faire entrer à l'Assemblée : 58 patrons, 17 avocats, 13 médecins, 12 acteurs de la finance... qui se présentent à l'élection sous les couleurs de Macron. C'est ça sa « société civile » à lui...

Avec Macron, après une flopée d'affairistes (à peine 2 % des députés venant de la catégorie employés et ouvriers), ce seraient encore plus de patrons qui iraient eux-mêmes voter des lois anti-ouvrières à l'Assemblée. Tu parles d'une nouveauté !

**Un ministre issu de la société civile... immobilière**

À peine promu ministre de la « cohésion territoriale », Richard Ferrand traîne déjà une casserole. En 2011, il avait réussi à faire louer un immeuble, dont il n'était même pas encore propriétaire, aux Mutuelles de Bretagne, dont il était directeur général. Et il en est devenu propriétaire sans rien déboursier grâce aux loyers que versaient les Mutuelles. De plus il a fait payer les travaux de rénovation par les mutuelles et empocher le bénéfice par sa compagnie. Un peu bancal comme opération... Rien d'illégal, assure le nouveau ministre.

Mais, avoue le porte-parole du gouvernement lui-même : « Évidemment, ça tombe mal. Ça crée la suspicion ».